

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

Conseil international des normes d'audit et d'assurance (IAASB)

Reconduction de James R. Dalkin à la présidence du groupe consultatif de l'IAASB

L'IAASB annonce la reconduction de James R. Dalkin dans ses fonctions de président de son groupe consultatif, Consultative Advisory Group (CAG)*, à compter du 1er octobre 2020. Cette reconduction, approuvée par le PIOB (Public Interest Oversight Board), fait suite à son élection par les membres du CAG lors de leur réunion de septembre 2020.

*Ndlr : Le Consultative Advisory Group, organisme indépendant auprès de l'IAASB, constitue un forum par l'intermédiaire duquel les représentants de ses diverses organisations membres font connaître leur avis sur des sujets techniques et d'intérêt général en matière de normalisation de l'audit.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 2 octobre 2020

Conseil international des normes de déontologie (IESBA)

L'AICPA, l'IESBA et l'IAASB publient sur le recours à des spécialistes dans le contexte de la pandémie

Les équipes techniques de l'AICPA, de l'IESBA et de l'IAASB ont mis en ligne une publication conjointe, intitulée «Using Specialists in the COVID-19 Environment: Including Considerations for Involving Specialists in Audits of Financial Statements», qui vise à aider les professionnels comptables salariés et indépendants à déterminer les situations, et les considérations d'ordre déontologique liées, qui nécessitent le recours à un spécialiste dans le cadre d'un audit d'états financiers, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Elle a été élaborée par un groupe de travail, présidé par Richard Fleck, vice-président de l'IESBA, ainsi que par les normalisateurs nationaux en matière de déontologie d'Afrique du Sud, d'Australie, du Canada, de Chine, des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 6 octobre 2020

L'IESBA publie des révisions de son Code international de déontologie

L'IESBA publie différentes révisions du Code international de déontologie de la profession comptable, qui visent à mieux promouvoir le rôle et l'état d'esprit de l'ensemble des professionnels comptables. Les révisions apportées établissent explicitement que la profession comptable bénéficie de la confiance du public dans l'ensemble des rôles qu'elle joue dans la société et que cette confiance repose sur les compétences et les valeurs que les professionnels apportent à la réalisation de leurs activités professionnelles. Surtout, elles réaffirment la responsabilité incombant à la profession d'agir dans l'intérêt général, ainsi que le rôle majeur du Code de déontologie dans l'exercice de cette responsabilité.

Parmi les autres sujets abordés dans ces modifications figurent :

- le renforcement de certains aspects des principes d'intégrité, d'objectivité et de comportement professionnel ;
- le relèvement des comportements attendus de l'ensemble des professionnels comptables, en leur imposant d'avoir un esprit investigateur dès qu'ils entreprennent leur activité professionnelle ;
- le rappel de l'importance que les professionnels comptables aient bien conscience de l'influence potentielle du préjugé dans leur jugement et leurs décisions ;
- la mise en lumière du rôle de soutien qu'une culture organisationnelle appropriée peut jouer dans la promotion de comportements et d'activités déontologiques.

Tout au long de ce projet, l'IESBA a bénéficié de la coordination avec l'IAASB et l'IAESB sur des sujets communs de leurs normes respectives, et notamment s'agissant de l'élaboration des dispositions relatives à l'état d'esprit attendu des professionnels comptables.

L'ensemble des révisions sur le rôle et l'état d'esprit des professionnels comptables entrent en application le 31 décembre 2021.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse – 5 octobre 2020

Le président de l'IESBA salue les quinze années d'existence du PIOB

Le président de l'IESBA, Stavros Thomadakis, a prononcé quelques remarques à l'occasion du quinzième anniversaire de l'établissement du PIOB, et salué le rôle exigeant que cet organisme a pu assumer, à savoir mettre en place et faire fonctionner un référentiel de supervision ; s'assurer que les normes internationales d'audit et de déontologie incarnent bien des objectifs clairs d'intérêt général et répondent aux besoins des utilisateurs globaux, tout en maintenant clarté et qualité élevée.

Le PIOB peut par ailleurs être crédité de l'extension du contenu et de l'influence des normes internationales qui ont été publiées tout au long de cette période.

M. Thomadakis rappelle tous les défis que le PIOB a eu et a toujours à gérer pour faire face aux exigences de l'intérêt général, qui constitue un jeu très évolutif de concepts et de valeurs. Il souligne que les perturbations annexes : défaillances d'entreprise, turbulences financières, disruptions technologiques, changement climatique et pandémie de Covid-19, ont déterminé de nouvelles et plus larges perceptions du concept d'intérêt général.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC – Communiqué de presse – 30 septembre 2020

Conseil international des normes pour le secteur public (IPSASB)

L'IPSASB publie le podcast de sa réunion de septembre 2020

L'IPSASB met en ligne le podcast de sa réunion de septembre 2020, au cours de laquelle il a approuvé les résolutions suivantes :

- le report de la date d'application de diverses normes en raison de la pandémie de Covid-19 ;
- l'approbation d'amendements ne faisant pas autorité apportés à IPSAS 41, Instruments financiers ;
- l'approbation de l'exposé-sondage 74, IPSAS 5, Frais d'emprunt (recommandation sans force d'autorité) ;
- l'approbation de l'exposé-sondage 79, Actifs détenus pour la vente et interruption des activités ;
- le cadre conceptuel – mise à jour limitée.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 5 octobre 2020

FINANCIAL STABILITY BOARD (FSB)

Le FSB organise une table ronde virtuelle sur l'audit externe

Le FSB a organisé une table ronde virtuelle sur l'audit externe, le 23 septembre 2020, sous la présidence du Superintendant du Canada. Parmi les participants figuraient des hauts représentants des instances membres du FSB, des organismes de supervision de l'audit, du Forum international des régulateurs indépendants de l'audit (IFIAR), du Comité européen placé auprès de la Commission européenne qui rassemble les superviseurs européens de l'audit, CEAOB, de l'IAASB et de son organisme de supervision, le PIOB, ainsi que les six plus grands réseaux d'audit internationaux.

Il s'agissait de permettre un dialogue constructif sur les moyens de promouvoir la stabilité financière en améliorant la confiance du public dans la qualité des audits externes. Les discussions se sont focalisées sur les défis actuels liés à la récession économique et la volatilité des marchés financiers, à l'estimation des pertes attendues, de la dépréciation du goodwill et d'autres éléments complexes des états financiers des banques. Par ailleurs, un consensus s'est fait jour sur l'importance des revues en cours au sein des normes d'audit et du matériel pédagogique relatif à la continuité de l'exploitation, et plus largement, à la pertinence d'une application saine et uniforme des normes existantes.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FSB - Communiqué de presse - 25 septembre 2020

ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE VALEURS (OICV)

L'OICV lance sa quatrième «Semaine mondiale de l'investisseur»

L'OICV lance pour la 4^e année consécutive la «semaine mondiale de l'investisseur» destinée à améliorer la formation et la protection des investisseurs. Cette manifestation bénéficie d'un nombre accru de participants cette année. Du 5 au 11 octobre 2020, les régulateurs de valeurs, les bourses de valeurs, les organisations mondiales d'investisseurs et d'autres parties prenantes en provenance d'une centaine de pays vont proposer un ensemble d'activités destinées à sensibiliser à l'importance de la formation des investisseurs et de leur protection dans leur pays, notamment dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Pour sa part, la Fédération mondiale des bourses de valeurs (WFE) coordonne un événement intitulé «Ring the Bell for Financial Literacy», dans le cadre duquel 35 bourses de valeurs vont alerter sur la nécessité de promouvoir l'éducation financière des investisseurs dans le monde.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

OICV- Communiqué de presse - 5 octobre 2020

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

Consultation de la Commission européenne sur la gouvernance d'entreprise durable

ACE se félicite de l'occasion qui lui est fournie de s'exprimer sur l'Analyse d'impact initiale, «Inception impact assessment on sustainable corporate governance», mise en consultation par la Commission européenne. Cette initiative de la Commission vise à améliorer le cadre réglementaire de l'Union européenne en matière de droit des sociétés et de gouvernance d'entreprise. Elle vise à encourager les entreprises à privilégier la création de valeur durable à long terme, par rapport aux bénéfices à court terme. Elle vise par ailleurs à aligner plus efficacement les intérêts des entreprises, de leurs actionnaires et de leurs dirigeants, des parties prenantes et de la société.

ACE fait les propositions majeures suivantes qui doivent à son avis figurer dans le programme des travaux relatifs à la gouvernance d'entreprise durable :

- intégrer la création de valeur durable parmi les devoirs des membres du conseil d'administration ;
- mettre en place des mécanismes efficaces permettant de vérifier que les due diligence sont dignes de confiance ;
- élargir le champ d'application à l'ensemble des entreprises qui impactent significativement l'environnement et la société ;
- aligner le reporting d'informations non financières sur la gouvernance d'entreprise durable.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse - 8 octobre 2020

ACE répond à la consultation de la Commission européenne relative aux obligations vertes

ACE met en ligne sa réponse à la consultation de la Commission européenne sur la mise en place d'une norme de l'Union européenne en matière d'obligations vertes.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse - 5 octobre 2020

Professionnels comptables et lutte contre le blanchiment de capitaux

ACE publie un nouvel opus de sa série de podcasts, consacré à la lutte contre la criminalité au sein de l'Union européenne et poursuit ses échanges avec Angela Foyle présidente de la Commission Lutte contre la criminalité financière. Dans cette deuxième partie, Angela Foyle évoque la responsabilité publique des professionnels comptables dans la lutte contre le blanchiment, la nécessité de mettre en place un superviseur multidisciplinaire afin de réglementer le secteur financier, ainsi que l'importance de garantir la poursuite de la coopération entre l'Union européenne et la profession comptable en matière de lutte contre le blanchiment. Angela Foyle explique par ailleurs comment la pandémie de COVID-19 a directement impacté la lutte contre la criminalité financière et la façon dont les professionnels comptables peuvent contribuer à amoindrir les nouveaux risques

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE – Communiqué de presse – 2 octobre 2020

AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS (ESMA)

L'ESMA met à jour deux prises de position sur l'impact du Brexit sur MiFID II / MiFIR

L'ESMA met à jour ses prises de position sur l'impact du Brexit sur la Directive relative aux Marchés d'Instruments Financiers (MiFID) et sur le Règlement relatif aux Marchés d'Instruments Financiers (MiFIR), ce qui actualise ses précédentes publications de mars 2019 et octobre 2019, qui précisaient l'approche de l'ESMA, pour le cas où le Royaume-Uni aurait quitté l'Union européenne dans le cadre d'un Brexit sans accord, en tenant compte de l'entrée en vigueur de l'accord de retrait le 1er février 2020 et de la période de transition devant s'achever le 31 décembre 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ESMA - Communiqué de presse – 1^{er} octobre 2020

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP (EFRAG)

L'EFRAG publie l'EFRAG Update de septembre 2020

L'EFRAG met en ligne le numéro de septembre 2020 d'EFRAG Update, qui présente une synthèse des publications, des discussions techniques et des décisions qui ont été adoptées au cours du mois écoulé, ainsi que des projets en cours ou envisagés.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG – Communiqué de presse – 1^{er} octobre 2020

L'EFAA et l'EU IPO signent un accord de collaboration

L'EFAA et l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EU IPO) ont signé un accord de collaboration en vue d'apporter un soutien aux PME, pour ce qui concerne les questions de propriété intellectuelle. Chacun de ces organismes joue un rôle capital et complémentaire et partageant la même vision s'agissant de renforcer la présence des PME dans l'Union européenne.

Les droits de propriété intellectuelle sont depuis longtemps reconnus comme des moteurs de l'innovation et de la croissance, conférant à leurs titulaires un avantage concurrentiel sur le marché mondial. Les propriétaires d'entreprises se tournent vers leurs professionnels comptables lorsqu'ils ont besoin de conseils sur la façon de conduire leurs affaires et en conséquence, ceux-ci se trouvent en position de guider leur clients PME sur les questions de propriété intellectuelle, au moment opportun de leur cycle d'activité. Cette collaboration permettra à l'EU IPO, avec l'aide de l'EFAA, d'avoir accès aux cabinets comptables de petite et moyenne taille et via ceux-ci, aux PME et de les informer sur l'importance de la propriété intellectuelle. L'accord couvre les actions telles que promouvoir la protection et les atouts de la propriété intellectuelle parmi les PME et les start-ups, participer à des événements et à des webinaires dédiés, etc.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

EFAA – Communiqué de presse – 5 octobre 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

BELGIQUE

La Belgique sur le point d'introduire une taxe numérique

La Belgique rejoint la liste des Etats membres de l'Union européenne qui sont prêts à introduire une taxe sur les services numériques au cas où les négociations en cours à l'OCDE achopperaient. Un document présentant un accord scellant une coalition gouvernementale indique que, bien que la Belgique préférerait un accord international, le gouvernement est prêt à imposer une taxe sur les services numériques d'ici 2023.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ETAF Newsletter – 5 octobre 2020

ETATS-UNIS

Questions et Réponses sur les rapports de développement durable

L'AICPA présente un ensemble de questions fréquemment posées dans le contexte de l'expression d'une assurance externe sur un rapport de développement durable. Ces questions/réponses fournissent des indications complémentaires aux entreprises qui établissent ces rapports en conformité avec les dispositions contenues dans les normes de la Global Reporting Initiative (GRI) et qui souhaitent mieux comprendre les missions d'assurance mises en œuvre par les CPA aux Etats-Unis, en conformité avec les normes de l'AICPA.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

CPA Letter Daily - 6 octobre 2020

NOUVELLE-ZELANDE

XR B organise une table ronde virtuelle sur l'expectation gap

L'institut néo-zélandais, New Zealand External Reporting Board (XR B), organise une table ronde virtuelle le 24 novembre 2020 sur le thème «Narrowing the expectation Gap: Fraud and Going Concern

in an Audit», qui cherchera à faire mieux comprendre ce qui est attendu des auditeurs par rapport à la fraude et à la continuité de l'exploitation dans les audits d'états financiers et à explorer les moyens de réduire le fossé entre les attentes et la réalité.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

XRB – Communiqué de presse – 1er octobre 2020

ROYAUME-UNI

Financial Reporting Council (FRC)

Le FRC consulte sur un référentiel de reporting financier, basé sur les principes

Le FRC met en ligne jusqu'au 5 février 2020 un document présentant une approche audacieuse du reporting d'entreprise qui remet en cause le raisonnement existant concernant la façon dont les sociétés peuvent plus efficacement répondre aux besoins des investisseurs et des autres parties prenantes. Ses propositions sont destinées à être testées auprès de parties prenantes et à stimuler les discussions sur ce à quoi le reporting d'entreprise doit tendre. Le document aborde notamment la critique souvent adressée suivant laquelle les rapports annuels sont trop longs et les informations trop difficiles à trouver. Le FRC avance un certain nombre de propositions, qui sont en conformité avec les propositions figurant dans les revues Kingman et Brydon.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FRC - Communiqué de presse - 8 octobre 2020

Le FRC s'intéresse au reporting d'entreprise par vidéo

Un nouveau rapport du FRC Lab, intitulé «Video in Corporate Reporting», examine la façon dont les entreprises utilisent actuellement les vidéos afin de communiquer avec les investisseurs et les autres parties prenantes. Le rapport inclut des exemples des pratiques en cours et conclut que les entreprises ne doivent pas rater une occasion d'impliquer plus efficacement les investisseurs et les parties prenantes via la vidéo. Il comprend également des recommandations sur la façon de mener efficacement des AG virtuelles, à la suite de la revue publiée par le FRC sur ce sujet.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FRC - Communiqué de presse - 7 octobre 2020

Le FRC analyse les conséquences du passage aux AG virtuelles

La pandémie de Covid-19 contraint un nombre croissant d'entreprises à organiser des Assemblées générales (AG) hybrides ou virtuelles. Cette nouvelle propension a conduit le FRC à effectuer une revue des pratiques mises en œuvre et à s'interroger sur l'impact de ce nouveau mode sur les droits des actionnaires. Son examen montre que les AG les mieux organisées et les mieux pilotées ont donné lieu à une participation accrue des actionnaires, cependant que d'autres assemblées, plus fermées, ont conduit à priver de leurs droits de vote les petits actionnaires.

Le FRC recommande en conséquence que tous les efforts soient mobilisés pour que tous les actionnaires, quelle que soit leur taille, aient la possibilité de prendre part aux votes. Il compte convoquer un groupe réunissant les parties prenantes afin d'examiner des recommandations de modifications législatives permettant de maintenir l'intégrité des AG dans leurs nouvelles formes.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FRC – Communiqué de presse – 6 octobre 2020

Le FRC rend compte de l'avancement de la Charte des femmes dans la finance

En 2018, le FRC est devenu signataire de la charte Women in Finance, initiée par un groupe de banques, d'assureurs et d'autres institutions financières en faveur d'une plus grande diversité des genres dans le secteur financier. Le FRC se félicite notamment de la progression de la représentativité des femmes

à son Board (le pourcentage est passé de 30 à 40 %) et de l'augmentation des postes seniors occupés par des femmes. Il concède néanmoins que des progrès restent à accomplir.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

FRC – Communiqué de presse – 3 octobre 2020

Institute of Chartered Accountants in England and Wales (ICAEW)

L'ICAEW publie les résultats de ses premiers examens à distance

L'ICAEW a donné connaissance des résultats de ses examens de niveau avancé d'août 2020, les premiers de ses examens à se dérouler à distance, en raison des circonstances sanitaires. Au total, ce sont 5 009 étudiants qui ont passé 8 147 examens en août 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

International Accounting Bulletin – 2 octobre 2020

L'ICAEW affiche sa volonté d'améliorer sa neutralité carbone d'ici dix ans

L'ICAEW, champion des questions de développement durable, a annoncé son intention d'adopter la neutralité carbone en 2020, se posant ainsi en premier organisme professionnel majeur sur cette voie. Il a adopté cet été un programme de neutralité carbone qui comprend un engagement sur dix ans à continuer de limiter ses émissions carbone internes. L'ICAEW met de plus en plus les Objectifs de développement durable des Nations Unies au cœur de sa stratégie et encourage ses membres à faire de même au sein de leurs cabinets. Le changement climatique et la durabilité sont d'ores et déjà intégrés dans de nombreux modules du programme d'études et l'ICAEW a récemment signé la Green Finance Education Charter, par laquelle il s'engage à introduire la finance verte au sein de son programme de qualification.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ICAEW – Communiqué de presse – 17 septembre 2020

EVENEMENTS ET CONFERENCES

ACCOUNTANCY EUROPE

Webinaire sur les PME et le reporting non financier

Les PME sont de plus en plus souvent tenues de produire des rapports non-financiers, ce qui représente une lourde charge administrative, même s'il ne s'agit pas (encore) d'une obligation légale. De fait, les demandes d'informations non financières dont elles sont saisies, proviennent de leur chaîne logistique, des banques ou dans le cadre d'appels d'offres. ACE, l'ACCA, le Groupement européen des banques coopératives (EACB) et SME United annoncent la tenue d'un webinaire le 19 novembre 2020 de 10 h à 11 h 30, sous le titre «Small in size, big in impact: Can NFI work for SMEs?». Des informations complémentaires seront publiées prochainement.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE Newsletter – 7 octobre 2020